N° 56. MERCREDI. 15 JUILLET 1835.

Le prix de l'abonnement à cette feuille, qui paraît les Mercredis et Samedis, est de 5 fl. pour 6 mois, et de 5 fl. 52 cts. pour la recevoir par la poste, franche de port.

JOURNAL
DE LA VILLE
ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Pour les Abonnemens, Insertions, Correspondances, Annonces, etc., s'adresser à l'Imprimerie du Journal. Les insertions coûtent 10 cents par ligne d'impression.

ALLEMAGNE. — *Francfort*, 7 *juillet*.

Le *Berliner Nachrichten* contient l'article suivant :

« Par suite de la déclaration faite formellement par le plénipotentiaire du royaume des Pays-Bas au protocole du 16 juin 1831, à l'occasion de l'échange des actes de ratifications du traité de la navigation du Rhin, le gouvernement néerlandais a consenti à ce que les navires de mer des états limitrophes du Rhin participent aux avantages de la navigation immédiate, en remplissant les conditions stipulées à cet égard. Par conséquent les navires des côtes prussiennes, situées sur la mer Baltique, ont droit comme les bâtimens du Rhin de naviguer dans ce fleuve. Ces navires doivent alors avoir reçu une marque, être pourvus d'une lettre d'envoi, et le matelot doit exhiber la feuille de route et le manifeste. »

FRANCE. — *Paris*, 10 *juillet*.

Le *Messager* annonce que le général polonais Dembinski a accepté le commandement de la légion étrangère, et a journellement des conférences avec le duc de Frias qui a conclu avec le général l'arrangement suivant : 2,800 hommes seront recrutés à Paris, dont 500 cavaliers, et un nombre à peu près égal d'artilleurs; le reste sera de l'infanterie.

Cette infanterie sera sous les ordres du colonel baron Swartz, et doit se rendre par la route militaire, par Lyon, sur le Rhône jusqu'à Avignon, par Montpellier à Perpignan, et puis à Figuères en Espagne, traversant la Catalogne, l'Arragon, et enfin une partie de la Navarre jusqu'à Pampelune.

La légion étrangère débarquera à Barcelone, et joindra le corps de volontaires, qui marchera à l'avant-garde.

La seule difficulté qui a arrêté le recrutement qui sera dirigé par le baron Swartz, est que l'ambassade d'Espagne espère obtenir une partie de l'équipement et de l'armement des magasins de l'état.

On sait d'ailleurs que 2 millions ont déjà été prêtés à la reine Christine, par le trésor français, et cette somme étant employée à la solde de la guerre active, le général Dembinski espère obtenir du gouvernement français les fonds nécessaires pour commencer ses enrôlemens, parmi lesquels on comptera un grand nombre d'officiers polonais, tant de ceux qui avaient suivi le général en Egypte, que d'autres qui ont fait leur offre par écrit.

— Une lettre de Séville, du 20 juin, annonce qu'une nouvelle conspiration a été découverte dans cette ville; que des factionnaires ont été mis à la porte de l'appartement de l'archevêque, et que les arrestations sont déjà nombreuses.

— Après la mort de Zumalacarréguy, don Carlos s'est transporté au milieu de ses troupes et leur a adressé ces paroles :

« Je viens parmi vous pour mêler mes larmes aux vôtres, et pour déplorer la perte de celui que nous aimons tous. (L'émotion du roi l'interrompit pendant quelques instans.) Il continua ensuite : Braves soldats, défenseurs de mes justes droits, je me place à votre tête; votre souverain vous conduira au combat, et à vos côtés il vaincra ou il périra. »

Cette courte harangue a électrisé les troupes qui, aux cris de *vive le roi!* ont juré de venger leur chef héroïque et de défendre la cause de leur souverain jusqu'à la mort. (*Gazette.*)

— Le bruit s'accredite dans les cercles diplomatiques, dit un journal, que M. le duc de Chartres, actuellement en Suisse, aurait essuyé un échec politique à ajouter à ceux que le désir de se marier lui a fait si souvent éprouver. On assure que le Palais-Royal ayant fait sonder les chancelleries du Nord sur le dessein qu'aurait exprimé le prince de pousser jusqu'à Kalisch, pour assister aux manœuvres, il aurait été répondu à ces ouvertures de manière à ôter au négociateur toute envie de revenir sur cette demande, que l'on aurait qualifiée d'*indiscrète*.

Quant à l'échec matrimonial dont plusieurs journaux ont déjà parlé, il a été complet. Ainsi que nous l'avions annoncé, une intrigue formée de longue main entre le Palais-Royal et une dame attachée à la cour de Wurtemberg, devait amener, à l'insu de la famille royale, une entrevue *fortuite* entre M. le duc de Chartres et la princesse. La reine, avertie à tems de cette intrigue par une lettre écrite de Paris à S. M., répondit sur-le-champ : « Je reçois votre lettre; je pars, etc. » ; en effet la reine est partie le jour même avec la princesse.

C'est le surlendemain que devait avoir lieu l'entrevue *fortuite* si habilement préparée.

— Une feuille française donne sur l'Espagne les nouvelles suivantes :

« Nous avons reçu les journaux de Madrid jusqu'au 1er juillet. Pendant qu'on fait agir les loups-cerviers de la bourse française en faveur des fonds de Christine, les ministres espagnols battent monnaie avec des mesures révolutionnaires. Un décret royal, rendu le 27 juin, et contresigné *Garcia Herreros*, supprime le couvent de St-Dominique de la ville de Sant-Iago, par application du décret du 26 mai 1835. On annonce comme très-prochaine la publication du décret pour la vente des biens des jésuites.

» Les inquiétudes des amis de la reine sont telles que le gouvernement fait tous les jours publier des états de situation pour rassurer l'opinion. On attend M. Mendizabal comme un sauveur; c'est sur lui que se concentrent toutes les espérances du parti. Il a, dit-on, accepté le poste de ministre; le consentement du général Alava est encore douteux.

» On voit dans toutes les publications faites par les journaux ministériels sous la censure, l'intention de profiter de la mort de Zumalacarréguy pour réveiller les urbanos et les descamisados. Tout est changé dans un moment; les provinces sont unanimes, la tranquillité règne et les armées sont victorieuses dans toutes les rencontres. Nos correspondances ne sont pas aussi rassurantes pour Christine. Voici ce que dit le *Morning-Hérald*, et ce journal ne fait que confirmer les renseignemens que nous recevons de tous côtés.

» Les partisans de don Carlos ne sont pas seulement dans les provinces basques : dans la Vieille-Castille, les carlistes ont 2,000 hommes; dans la Catalogne, plus de 5,000 hommes. Dans la Galice, 1,200 hommes sont en armes et la majorité non armée de cette province est pour don Carlos. A Madrid, à Tolède, en Murcie, Valence, dans la Manche, etc., chaque jour l'on découvre des conspirations carlistes importantes, et dans lesquelles sont impliquées les premières familles. La dernière conspiration de Madrid a été nommée *gigantesque*. Le colonel Evans se trompe lorsqu'il représente la guerre dans les provinces basques comme une guerre de priviléges. Il est vrai que cela était il y a une année, mais maintenant c'est pour le roi qu'ils idolâtrent, que ces hommes sont prêts à mourir en défendant ses droits. La Catalogne, la Vieille-Castille et la Galice ne sont pas des provinces à priviléges; cependant, si on y jetait des armes, les dix-neuf vingtièmes de la population se leveraient en faveur de don Carlos. »

— Le journal ministériel publie une dépêche télégraphique qui témoigne assez de l'ordre qui règne dans les provinces :

« Une dépêche télégraphique en date de ce jour, annonce que, le 5, on a réprimé à Saragosse une tentative d'insurrection faite au cri de : Vive la constitution de 1812 !

» Quelques officiers ont été arrêtés. L'ordre a été rétabli. »

Nous ignorons si l'ordre a été rétabli et s'il est bien solide; mais il nous semble qu'un mouvement démagogique qui coïncide avec la tendance du gouvernement de Madrid et avec le départ des auxiliaires, est significatif et indique assez le seul résultat de la quasi-intervention.

— Le comte de Syracuse est arrivé ce matin à Paris.

— On nous a assuré aujourd'hui que le chargé d'affaires de la Russie avait remis hier à M. de Broglie une note dans laquelle, au nom de son gouvernement, il s'oppose à la cession de la légion étrangère à l'Espagne, déclarant que, si cette cession a lieu, elle sera considérée comme un acte d'intervention qui pourrait changer la nature des relations de la France avec la Russie. (*Bon Sens.*)

PAYS-BAS. — *La Haye*, 8 *juillet*.

Au conseil de cabinet qui a été tenu dimanche chez S. M. le roi, ont assisté, à cause de l'absence du ministre des finances, M. Os-